

recherches en travail social

le sociographe

LES JOUETS SONT ETERNELS
MEDIATION, INITIATION, SUJETION



n°41
mars 2013

CHAMP SOCIAL
EDITIONS

NOTES DE LECTURE

Les damnés de la caisse > Les chômeurs de Moulinex > La science du travail social > Assistance



Assistance sexuelle et handicaps > Logique du délire > L'intelligence sociale en danger > Pas tout facile le vie



> L'école des ouvriers > Prostitution : guide pour un accompagnement social > Dernier recours >



Les transitions à la vie adulte des jeunes en difficulté > Le vieillissement des personnes handi-



capées mentales > Différence culturelle et souffrance de l'identité > Les os, les cendres et l'Etat



> VST n° 113 > Empan n°85 > Forum n°135



Les damnés de la caisse. Grève dans un hypermarché, par Marlène Benquet (Ed. du croquant, 2011, 236 p.)

Les chômeurs de Moulinex, par Manuella Roupnel-Fuentes (PUF, 2011, 359 p.)

Les deux ouvrages ont pour auteurs des « docteurs en sociologie » qui interrogent chacune à leur manière le travail aujourd'hui : la première à partir d'un conflit, la seconde du côté d'un licenciement collectif. Autre point commun : interroger le collectif au travail, dans des univers majoritairement féminins par ailleurs.

Le premier titre nous amène à penser aux « damnés de la terre ». L'exercice de cette activité professionnelle, caissière, fait passer semblait-il très rapidement de la révolte au désespoir.

Mais ce ne sera pas de désespoir dont ce récit sera fait ; de révolte, oui, face à un sentiment d'injustice d'abord qui se construit pour devenir un « discours ».

En effet si ces salariées partagent des conditions spécifiques de travail définies essentiellement par un caractère partiel, flexible associé à la pauvreté économique, il n'en demeure pas moins que la gestion qui est faite d'elles en tant que ressource humaine les maintient dans des rapports de travail individualisés. Il est passionnant ce moment de lecture qui nous amène à comprendre comment ce mouvement, dès son début, fait naître un premier sentiment de collectif par « l'émergence d'un discours d'injustice ». Nous pourrions avoir envie de sous-titrer également « chronique d'une défaite annoncée » puisque nous connaissons tous la fin de l'histoire vécue par ces salariées lors de cette grève exceptionnelle dans ce secteur professionnel, en février 2008. Cependant l'auteur nous donne à comprendre que, si les revendications n'ont abouti que sur des points de détail, il s'est passé quelque chose de remarquable : «... l'action collective semble avoir durablement limité les effets individualisants de l'organisation du travail... en permettant notamment la transmission intergénérationnelle d'une certaine culture ouvrière... ».

Le second ouvrage nous dirige vers d'autres références dont l'enquête menée par trois chercheurs,

dans les années 30, intitulée *Les chômeurs de Marienthal*.

Les lignes directrices définies par l'auteur s'appuient sur cette référence : il s'agit « d'envisager la rupture professionnelle comme une rupture sociale totale, de comprendre l'expérience du chômage au regard de la place occupée au travail, de s'intéresser à la façon dont les personnes vivent cette perte au regard de l'évolution du chômage depuis les années 30 également ».

Ici encore nous sommes invités à la confrontation entre parcours individuels et points de vue collectifs. Si perdre son emploi est problématique, quels que soient les statuts, sur le plan économique, il est intéressant de noter que cette perte est aussi associée à l'idée de pouvoir enfin faire autre chose de sa vie, retrouver une vie de famille, de couple, pouvoir se préoccuper et même retrouver la santé.

Ces points positifs soulignés par l'auteur ne doivent pas occulter le fait que 2 ans après la fermeture de l'usine, 1/3 des salariés n'a pas trouvé de travail et notamment les femmes les moins qualifiées. L'auteur insiste alors sur la nécessité de penser, de créer des dispositifs collectifs (parallèlement à ceux qui existent pour chacun individuellement), de protection du parcours dans l'emploi.

C'est le dernier point commun que je souhaite souligner entre ces deux ouvrages : les emplois dont il est question ici sont des emplois dans lesquels les femmes sont entrées par un réseau plus personnel que professionnel, sans avoir dû justifier de compétences particulières si ce n'est la disponibilité immédiate.

Ce type d'emploi, très peu qualifié, est clairement associé à un management paternaliste, individualisant, qui a de lourdes conséquences sur le vécu de la situation de travail. Ces deux éléments mis en parallèle permettent de comprendre la difficulté pour ces salariées de construire des revendications.

D'où l'insistance avec laquelle, les deux auteurs, concluent sur la force nécessaire que représente le collectif dans le monde du travail tel qu'il est pensé et vécu aujourd'hui.

Carole Marmet

Un membre du Sociographe publie :

2 avis sur... La science du travail social, par Stéphane Rullac (dir.) (ESF, 2012, 128 p.)

Le travail social peut-il être considéré comme une science ? Quels sont les enjeux de cette reconnaissance ? À qui servent-ils ? Autant de questions qui, sans être nouvelles, sont aujourd'hui remises à jour, notamment avec l'inscription de la formation des travailleurs sociaux dans l'Europe et le besoin pour les centres de formation de s'inscrire dans une démarche de recherche au risque d'être « engloutis » par les universités.

Pour aborder ces différentes questions et partager les points de vue, Stéphane Rullac a réuni dans son ouvrage des travailleurs sociaux et des chercheurs, des anciens praticiens et des formateurs actuels, des directeurs et des professeurs. Organisé par thème, chacun s'est exprimé, donnant des idées qui se rejoignent, et d'autres qui divergent, quant à considérer le travail social comme une science, dans une période où l'activité de recherche se développe et où les écrits fusionnent « sur, dans et en » travail social avec la mise en place d'un doctorat dans ce domaine. Il semble que la question de la légitimité à faire de la recherche pour certains, et d'une pratique ayant du mal à se définir en concepts théoriques pour d'autres, soit à l'origine de nombreux débats, pouvant aller jusqu'à une impression de « chasse gardée » et de lutte de pouvoir, trouvant difficilement sa place dans la conception même du social. Pourtant, une quête de légitimité pourrait être trouvée dans une discipline reconnue, encore faudra-t-il que les travailleurs sociaux se reconnaissent dans ce nouveau statut. Mais qui a intérêt à s'inscrire dans cette démarche de pensée, à « entretenir la fracture entre un intellectualisme du travail social et la praticité du terrain » ? Comment sortir des résistances à la recherche en travail social ? En même temps, le travailleur social ne peut être un simple exécutant, détenant des savoirs, répondant de façon uniforme à des situations toutes différentes.

L'arrivée des ECTS (*European credits transfert system*) et du cadre européen des filières du social est un départ à ne pas rater pour les centres de formation, pour que la reconnaissance des diplô-

mes permette « la libre circulation des travailleurs ». Cela entraînera sûrement une augmentation du niveau de qualification des travailleurs, mais est-ce une assurance de qualité ? Tout dépendra du sens qu'on y met : qualité d'écrits ? Qualité de réflexion ? Qualité d'analyse ? Parce qu'il ne faudra pas oublier les qualités relationnelles, voire humaines, sans lesquelles le travail social a peu d'avenir, ou peu d'intérêt.

La pratique de la recherche en travail social voit également son existence dans une période de crise et d'une demande de l'état d'une expertise du social. « Partenaires potentiels et opérateurs concurrentiels », tels sont les rapports complexes qui s'installent entre les écoles et les universités. C'est également la question de l'utilité (enjeux politiques) qui est soulevée en même temps que la pertinence scientifique. Construction, connaissance et valeurs défendues doivent s'articuler dans la recherche ; l'articulation entre savoirs scientifiques et savoirs pratiques en est une étape décisive et, comme nous le dit Stéphane Rullac, c'est dans l'histoire même du travail social que nous trouverons des réponses.

Dans cet ouvrage, il ne s'agit pas de dire « je suis pour ou contre », mais de comprendre la place de la recherche dans le travail social. La science ou la connaissance est, selon *Le Petit Robert* : ce que l'on sait pour l'avoir appris, ce que l'on tient pour vrai au sens large. Dans le travail social, ce que l'on sait surtout, c'est que l'on ne sait pas, l'inconnu des rencontres et la singularité des situations en sont la base. Et si l'on conçoit la science comme une connaissance rationnelle immuable, le travail social aura du mal à y correspondre. C'est peut-être alors l'idée de ce qu'est une science même qui est à revoir.

Sandrine Mirolo

« Ce dont on ne sait que dire, faut en parler quand même », disait Wittgenstein. Cité en introduction par Stéphane Rullac, cet aphorisme résume la façon dont les auteurs tentent de dépasser le

conflit autour du débat que soulève la scientificité du travail social. Que l'on soit pour ou contre l'idée d'une *science* du travail social, chacun est invité à en visiter les fondements épistémologiques — détracteurs comme partisans — sans esquiver l'épineuse question des enjeux. Quels sont les enjeux de cette scientificité ? Et quels seraient le sens et la finalité de cette scientificité ? « Être ou ne pas être une science ? » questionne Dominique Depenne dès le titre où il précise qu'il s'agit d'« enjeux, d'un débat ouvert » qu'il situe au sein des singularités du travail social à savoir une action enchâssée dans une réflexion. C'est à partir de la complexité des enjeux que l'ensemble des contributeurs se lance vivement dans la mêlée malgré la récurrence de cette question.

La question est en effet d'actualité et en débat à des échelons différents : international (*European social educator training*, par exemple), national (Union nationale des associations de formation et d'intervention sociale, Conservatoire national des arts et métiers, Direction générale de la cohésion sociale...), local (une pluralité de laboratoires de recherche abrités par les centres de formation en travail social).

En fait, cette question n'est pas nouvelle, explique Laurent Courtois dans son article « Une revendication ancienne aux effets limités », le conflit travail social/université est historique et ne semble pas épuisé. Ni vérité, ni nécessité, la science du travail social est ici envisagée comme une possibilité, une hypothèse qui mérite d'être explorée afin que soient examinés les freins et potentialités de cette scientificité.

À lire par tous ceux qui espèrent (ou non) que le travail social soit *enfin* reconnu comme une science !

Hayett Chaouche

Assistance sexuelle et handicaps. Au désir des corps, réponses sensuelles et sexuelles avec créativité, par Catherine Diserens et Françoise Vatré (Chronique Sociale, 2012, 192 p.)

La sexualité n'est pas un sujet aisé à aborder, d'autant plus lorsqu'il s'agit de la prise en consi-

dération de la sexualité de l'autre comme objet de la pensée, du dialogue et de la pratique professionnelle — et dans le cas de ce livre, se distinguant de la prostitution. Les auteurs surmontent les difficultés avec ouverture et humanité et nous ouvrent les horizons lorsqu'ils retracent leurs expériences — enrichies par une élaboration qui date d'une trentaine d'années — dans le vaste champ de l'éducation et de l'assistance sexuelles. Le cœur de l'ouvrage est destiné à lever les voiles des tabous et des préjugés qui entourent « le droit à la sexualité des personnes en situation de handicap » : celles-ci, par leur situation de dépendance, sont directement concernées par la façon dont professionnels et parents se positionnent face à ce besoin humain fondamental. Mais encore faut-il concevoir que la sexualité et la vie affective font partie des besoins humains fondamentaux... L'avancée dans ce champ commence par cette reconnaissance. Une fois reconnue, les questions et leurs complexités ne cesseront de se poser, mais en élargissant les marges de la pensée et des pratiques, professionnelles et humaines.

Hormis l'intérêt anthropologique dirigé vers une amélioration de la qualité de vie des personnes en situation de handicap, les auteurs nous donnent un aperçu des approches destinées à des enfants, à des adolescents et à des jeunes adultes valides vers une « promotion positive de santé sexuelle et non uniquement de prévention sanitaire axée contre des grossesses précoces, des abus sexuels et le sida ». Et pour étayer professionnels (directement pris dans le travail d'accompagnement au quotidien et indirectement comme c'est le cas des directeurs des structures, cadres, tuteurs...) et parents qui se trouvent confrontés à des personnes en situation de handicap, des propositions de sensibilisation et d'information font partie des possibilités des formations en matière d'affectivité et de sexualité — l'une n'allant pas sans l'autre, ce qui est indispensable à préciser !

Même si pour la France, le code déontologique et le code pénal posent beaucoup de barrières à l'assistance sexuelle, il est toujours intéressant de voir comment d'autres pays de la communauté européenne ont avancé face aux lois, transfor-

mant le rapport au droit et faisant que la loi elle-même soit garante du droit à la sexualité et à la vie affective des personnes en situation de handicap et de dépendance. On voit bien que les gages contre une situation abusive sont l'ouverture d'esprit, l'honnêteté et le droit à la parole de toutes les personnes. D'autant plus lorsqu'il s'agit des sujets qui touchent profondément l'intimité et, par là, les positions éthiques et déontologiques qui construisent les bases des droits et des devoirs de la vie en société.

Les témoignages de parents et de professionnels à partir des exemples du quotidien – mettant en relief les impasses rencontrés, aussi bien que les alternatives envisagées pour les résoudre – viennent enrichir l'ouvrage et donner un aperçu de la complexité, autant que de la sérénité, par lesquelles la créativité et la solidarité humaines sont encore l'atout d'une société qui ne nie pas ses défis.

Ana Paula Levivier

Logique du délire, par Jean-Claude Maleval (PU Rennes, 2011, 243 p.)

Comme son titre l'indique, cet ouvrage est une quête paradoxale, vouloir se pencher de manière cartésienne sur la notion de délire revient à vouloir se mordre la queue à la manière d'un serpent. Mais Jean-Claude Maleval est un psychanalyste, membre de l'école de la Cause Freudienne et de l'association mondiale de psychanalyse, professeur de psychologie clinique à l'université de Rennes, il n'a pas peur de pencher son regard sur des notions aux contours indéchiffrables. Et d'entraîner son lecteur dans une gymnastique de l'esprit propre à lui faire dépasser de nombreuses idées reçues. J'avoue avoir toujours un peu de mal à me concentrer lorsque je démarre un ouvrage de cette amplitude, me disant qu'il s'adresse à un cercle d'initiés dont je ne fais pas partie. Une telle lecture me demande donc un effort supplémentaire, m'accrocher aux premières pages pour tenter d'enrichir ma vision étriquée du monde. Qu'est-ce qu'un délire ? Jean-Claude Maleval

nous en fournit une vaste définition, s'appuyant sur les thèses de ses prédécesseurs et de ses pairs, or, je dois dire que définir objectivement le délire me paraît chose impossible. Quelle est la structure du délire ? Qui sont les délirants ? Ceux qui semblent délirer, ou ceux qui pensent que ceux-là sont en train de délirer ? Le délire individuel conduit toujours à s'interroger sur la question des normes en cours, et l'incapacité d'une société à intégrer la poésie surréaliste comme un objet d'art pas forcément délirant. Dans un chapitre intitulé « tentatives de significations de la jouissance délocalisée » (oui, tout un programme !), l'auteur illustre sa réflexion psychanalytique avec des vers d'Antonin Artaud. Il se lance ainsi dans une entreprise délectable touchante. Artaud était-il vraiment délirant ? Ou recherchait-il à comprendre le monde en poussant les murs étroits d'une vision du monde uniforme qui manque cruellement et tout simplement de poésie ? On peut lire Artaud sans devenir fou, c'est plus compliqué de lire Maleval sans se triturer le cerveau ! Mais je ne suis pas en train de rejeter ce livre, au contraire, il a su me bousculer, et m'ouvrir à des lumières nouvelles, notamment sur la question du délire collectif. Ce qu'en dit Jean-Claude Maleval est absolument éclairant, illustration à l'appui de ces schizophrènes gourous capables de regrouper un collectif et de conduire chaque individu qui le compose vers une théorie apocalyptique. On ne peut que s'interroger sur la capacité des politiques à générer ce genre de phénomène de délire collectifs ! « Certaines cures conduisent à un aménagement du délire qui le rend plus compatible avec la vie sociale », on devrait peut-être soigner tous les voyous en col blanc à base de camisole chimique ! Cette citation extraite de la dernière page du livre, personne ne la rétoque, cela se vérifie tous les jours sur le terrain du champ médico-social. Certaines folies sont canalisées par une ribambelle de médicaments salutaires pour ceux qui les avalent au quotidien. Je me rends bien compte que ma chronique prend des aspects délirants, c'est tout le souci de l'entreprise de Jean-Claude Maleval, comment parvenir à extraire une

logique du délire, sans devenir soi-même délirant ?...

Amaud Papin

L'intelligence sociale en danger. Chemins de résistance et propositions, par Michel Chauvière (La découverte, 2011, 272 p.)

Sur la couverture, un mot se détache : DANGER. Le deuxième mot mis en relief est : SOCIALE. Nous retenons que le social est en danger. Plus précisément, c'est l'intelligence sociale qui est en péril. Mais que représente au juste cette intelligence sociale ?

Elle est fondée sur le droit et les droits, le service public, le savoir représenté par la recherche et la formation, enfin les pratiques professionnelles qui s'appuient sur l'approche clinique.

Et pourquoi est-elle en danger, cette intelligence sociale ? Selon l'auteur, le néolibéralisme, autrement dit le capitalisme est l'ennemi du social. D'ailleurs, en 2007, il avait déjà écrit *Trop de gestion tue le social*.

Le social coûte trop cher, il est nécessaire de faire des économies (RGPP et LOLF). En fait ces économies sont le prétexte d'une idéologie qui s'impose : concurrence, performance, qualité... Idéologie et langage qui ont envahi le champ social. Cette réflexion devrait nous amener à repenser le vocabulaire que nous utilisons au quotidien. Pour M. Chauvière, il faut résister. Et la seule résistance possible est collective, nous dit-il. D'autant que nous représentons une force certaine : un million de travailleurs du social en France !

On ne présente plus le sociologue Michel Chauvière, il a beaucoup écrit et participe à bon nombre de colloques organisés dans le champ social. D'ailleurs, il est amené à se citer souvent, 36 renvois à Michel Chauvière, et encore bien plus à d'autres auteurs.

De cette lecture, on peut faire son marché et rapporter plein de bonnes choses, au choix : sur l'évaluation devenue un business et une folie (p. 30) ; le service public (p. 56) ; qu'est ce qu'un usager ? (p. 158) ; l'alternance intégrative

(p. 200) ; le travail clinique (p. 210) ; le care (p. 220) ; toujours sur l'évaluation une partie très intéressante (p. 225) intitulée « Défier le piège de l'évaluation des pratiques » ; la politique de l'Union Européenne en matière de services sociaux avec les SSIG (Services sociaux d'intérêt général) à partir de la p. 108.

Egalement de nombreuses idées fortes ; par exemple : comment la décentralisation a favorisé l'emploi social et démultiplié les titres professionnels ; la composition du CSTS au bénéfice des employeurs et au détriment des professions ; l'encadrement des équipes de plus en plus recruté en externe et sur des profils autres que le travail social ; la pénurie de stages comme symbole de la fin de la complicité entre les centres de formation et les milieux de la pratique.

Tout cela ne peut que résonner chez les professionnels, les formateurs et les apprenants.

Je me permets juste une remarque sur le sujet : on parle aussi d'intelligence sociale chez les rats qui leur offrirait de meilleures chances de survie. Car l'intelligence sociale est collective et effectivement, on peut constater tous les jours qu'on est plus intelligent à plusieurs.

Le sociologue nous invite à nous interroger : Quelle société voulons-nous ? La société du mérite et de l'excellence ? Ou la société de l'intelligence sociale collective ?

Le choix est politique, nous répond l'auteur en s'invitant en pleine campagne présidentielle au débat et en suggérant quelques pistes autour du socle de l'intelligence sociale à savoir entre autres : développer les droits des personnes, relancer l'idée de service public, renforcer les savoirs du social mais aussi les savoir-faire professionnels.

Brigitte Portal

Pas tout facile la vie. Des clowns chez les Emmaüs, par Jacqueline Dewerd-Ogil (dir.) (L'Harmattan, 2012, 231 p.)

Jacotte a fait du théâtre à l'école jusqu'au lycée et des stages de mime ; Farfouille est clown analyste, clown formateur. Il a posé les bases de

l'école *Cirqu'en cavale* en 1992 et démarré l'aventure avec le Père Léon, Fondateur de la Communauté Emmaüs de Bruay Labuissière il y a une dizaine d'années. Farfouille, parti aux pays des Anges, sera remplacé par Julio, son neveu, pour accompagner le chemin des clowns d'Emmaüs. Ils seront les étoiles des compagnons vers ce voyage intime.

Sous forme de journal à deux voix, Jacotte et l'Ancien, chacun de leur place, nous racontent leur sensible aventure humaine avec les clowns d'Emmaüs : « La bande à Léon ».

Le clown, nomade et sans attache, dévoile l'intimité de son monde en allant à sa rencontre. Il est toujours en chemin, un itinérant, comme les Compagnons. Il leur va bien. Entre les lignes, entre les mots, tout le long de ma lecture, je pense à Charlie Chaplin, dans le rôle du vagabond misérable et roué, asocial et obstiné, révolté et sentimental. Il aurait pu être un Compagnon. Il aurait pu être LE Charlie des Compagnons.

Né dans un quartier très pauvre, abandonné par son père à l'âge de 3 ans, sa mère atteinte d'une maladie mentale, Chaplin et ses frères sont placés dans un orphelinat. Un environnement intenable pour un enfant dont les souvenirs inspireront plus tard *Le kid*. L'aventure artistique commence et le succès explose. En 1954, Charlie donnera 40500 euros à l'Abbé Pierre et aux Emmaüs : « Je ne les donne pas, dit il, je les rends. Ils appartiennent au vagabond que j'ai été et incarné »

La pauvreté fait peur car elle conduit à l'exclusion. A travers l'ouvrage de Jacqueline Dewerd-Ogil, on entend que les clowns des Compagnons ne racontent pas leur histoire personnelle sur scène mais qu'ils en tirent les fils à travers le regard du clown. Le clown s'amuse de ce qu'il vit et le transforme, la chute est un moment d'humilité dans le regard sur soi, la grâce de dissoudre un instant la distance entre soi et le monde. Le clown est un adulte dont le temps n'a pas terni son innocence. Il livre au public ce qu'il vit sur le moment, il se met à nu, se dévoile, avec une certaine distanciation, dans le jeu. Le spectateur traverse sa vie, de ses rires et ses

émotions le clown reçoit la leur en retour. Effet miroir, le clown n'a pas peur d'allumer la lumière là où le monde l'éteint.

Je revisite le sketch des Compagnons dans la salle d'attente, aux urgences d'un centre hospitalier. Quelques personnages, un grand blessé, un infirmier, un chirurgien : « Vous avez une couverture sociale ? » demande t-on au blessé : « Vous voyez bien que je suis tout nu ». Un anesthésiste avec un gang de boxe, le bistouri : une scie de plus d'un mètre de long, de gros ciseaux rouges, une pince à biberon qui émerge du ventre... une musette qui sort des tripes avec deux litrons qui dépassent. Alors docteur, c'est les poumons ? Le docteur extirpe un collier de paquets de tabac et de gitanes maïs. Alors docteur ??? : « Cet homme là, il crève de solitude ».

Avec humour, authenticité, simplicité, les clowns des Compagnons mettent en lumière les problèmes de faim et de partage. Ils abordent les thèmes de la rue, du Samu social, de l'hôpital et de la mort. Leurs sketches dénoncent l'exclusion, les galères de chômeurs et sans abri. En effet miroir, en scène, ils interviennent dans les centres sociaux, les centres d'accueil pour les sans logis, dans les festivals internationaux pour les sans abri, lors d'émission radio pour des prisonniers. Le public se reconnaît, via le personnage du clown dans ces tranches de vies, décalé. Ils en rient, ils en parlent, ils en vivent. Les clowns d'Emmaüs sont devenus des acteurs sociaux le temps d'un voyage. A force de courage, ils ont trouvé le visage de leur dignité. Ils ont été acteurs de leur vie et un soutien de la vie des autres. Beaucoup de tendresse de vie dans ce parcours d'un temps. Un monde poussiéreux de bric et de broc où les cœurs clignotent le temps d'un voyage. Une empathie toute particulière de ma place de clown d'hôpital.

Pour information : Pendant 2 ans à Pau (2003-2004) 50 compagnons d'Emmaüs ont été formés au « Théâtre forum » par Caravane Théâtre. 20 représentations, dont une au Forum Social de Bombay.

Nadine Pons

L'école des ouvriers, par Paul Willis (Agone, 2011, 438 p.)

Pour qualifier l'objet il nous est précisé qu'il s'agit « d'une approche ethnographique centrée sur l'observation directe d'une activité sociale et la restitution d'un discours recueilli individuellement et en collectif ».

Paul Willis cherche à identifier le processus qui amène des enfants d'ouvriers à se satisfaire de leur situation de classe alors qu'elle est au bas de l'échelle sociale.

Il faut noter que la 1ère édition date de 1977. L'ouvrage est présenté essentiellement en deux parties qui distinguent d'abord tout ce qui participe de la culture anti-école pour ensuite nous permettre de comprendre le rapport qu'entretient cette culture avec celle de l'atelier que ces jeunes connaissent par l'expérience de leurs pères ou dans leur propre parcours de formation.

La culture anti-école peut se traduire par un ensemble de rejets ou d'oppositions à l'autorité, au conformisme, à la culture institutionnelle d'une manière générale. Les jeunes recherchent les rapports informels et développent des pratiques qui, dans leur dimension symbolique et physique, expriment leur désir d'échapper au formel, au contractuel.

Le rapport de ces pratiques avec l'atelier se fonde essentiellement sur l'idée que l'expérience vaut plus que la théorie. Leurs références sont davantage la dextérité, l'endurance, la masculinité, la confiance en soi, références qui mettent en avant le corps physique et les pratiques manuelles.

Ce rapport au savoir pratique ne représente pas, selon l'auteur, une posture de dominé mais l'affirmation d'une identité culturelle sans illusion, une forme d'irrévérence au regard d'une société qui les ignore, un type de solidarité.

A la fin de l'ouvrage, P. Willis suggère de considérer combien il serait opportun et important que l'école prenne en compte ce répertoire d'attitudes qui révèle un potentiel mobilisable pour faire évoluer des systèmes culturels dont les structures essentielles nous maintiennent dans des rapports dominants-dominés.

Carole Marmet

Prostitution : guide pour un accompagnement social, par collectif (Erès, 2011, 483 p.)

Peut-on évoquer la prostitution et les personnes prostituées sans se laisser envahir par des représentations plus ou moins caricaturales et des lieux communs ? Ils sont nombreux, en effet, les amalgames réducteurs qui méprisent, sermonnent ou, au contraire, qui justifient ou approuvent. Ainsi : « c'est du vice... un choix facile... l'appât du gain... de l'argent vite gagné... » ou inversement : « le plus vieux métier du monde... un mal nécessaire, utile... qui évite les viols... » Combien de mots ou d'expressions pour désigner les personnes prostituées et parler de leurs activités !

Depuis longtemps, certains services sociaux spécialisés rencontrent et accompagnent des femmes et des hommes qui se prostituent, pour la majorité, dans la rue. Ce guide s'appuie sur l'expérience de ces professionnels pour mieux nous faire comprendre, sans prétention aucune ni ambition d'ouvrir un débat sur la question prostitutionnelle, qui sont ces personnes, jeunes, vieilles, *escort* de luxe ou simple prostituée, et quels sont leurs besoins.

Christian Ayerbe, Mireille Dupré la Tour, Philippe Henry, Brigitte Vey, éducateurs spécialisés, ont coordonné l'écriture d'un collectif de travailleurs sociaux, représentant douze services spécialisés dans l'accompagnement des personnes prostituées, répartis sur le territoire français. Ce guide est le témoignage de ces professionnels engagés sur la question prostitutionnelle, car soucieux de la qualité d'accompagnement et de soutien que l'on peut mettre en place auprès de ces publics. Les auteurs témoignent aussi des difficultés rencontrées mais aussi de la qualité des échanges relationnels.

Car l'objectif de ce guide n'est pas de militer pour la cause des « travailleurs du sexe », ou de revendiquer une quelconque posture « pour » ou « anti » prostitution. Il s'agit d'abord de transmettre à des travailleurs sociaux des éléments utiles, issus de l'expérience d'accompagnement des auteurs : comment aller à la rencontre des personnes prostituées, quelle écoute leur propo-

ser, comment faciliter leur accès aux droits fondamentaux ou les accompagner dans une demande d'insertion sociale ou professionnelle.

Ces hommes et ces femmes sont avant tout des *personnes*, qui, pour des raisons diverses ont été amenés à se prostituer : rupture familiale ou sentimentale, toxicomanie, précarité extrême ou désespoir insurmontable. Bien sûr, leur mode de vie, leur choix ou leur logique nous échappent parfois, tant ils peuvent être « hors normes ». Mais c'est justement à partir de leur trajectoire singulière, de leurs attitudes plus ou moins défensives à l'encontre du travailleur social, et de leur déviance que la rencontre puis la relation peuvent se construire et se développer. Une relation adaptée à chacun, à leurs schémas et à leurs demandes, tout en prenant en compte leur souffrance et la peur du rejet souvent palpables.

Comme le disent les auteurs, « chacune, avec ses singularités, nous a montré que nous sommes bien au cœur de l'humain lorsqu'il est question de prostitution. »

Oser la relation, imaginer des alternatives, leur donner corps, telle est la volonté qui a guidé un groupe de professionnels, auteurs de cet ouvrage.

Céline Chantepy-Touil

Dernier recours. Le monde du travail devant les tribunaux, par Françoise Champeaux, Sandrine Foulon (Seuil, 2012, 312 p.)

Des victimes, des coupables, des héros : une saga ? Judiciaire. Moderne. Engagée dans le monde des entreprises. C'est elle dont F. Champeaux et S. Foulon font le récit. Où le jeu central tient à des normes évacuées, contournées par ses acteurs mêmes, ou rappelées, renouvelées, voire, découvertes, par des instances dont la plus haute aujourd'hui, faute de politiques plus hardies, est la Cour de Cassation. Temple de l'innovation ? Gardienne des priorités qu'elle s'assigne, dont, pour sa Chambre sociale, la santé des salariés.

Encore faut-il parvenir jusqu'à elle. Les auteurs racontent avec la flamme du journaliste et la plume du juriste comment les désastres écono-

miques supportés par des salariés qui se sont donnés sans calcul à leur métier peuvent les engager dans des combats judiciaires au long cours, mais ouvrant sur des succès qui n'étaient pas écrits d'avance.

Il fallait percer le voile des sociétés écrans pour atteindre la multinationale ayant liquidé sans frais un site plombé, en recourant à la nouvelle notion de « co-employeur » (affaire *Métaleurop*). Il fallait, dans le scandale de l'amiante, faire lever la prescription des faits, puis obtenir d'un tribunal une indemnisation que les autres permettront ensuite. Et obtenir d'un autre, la reconnaissance du préjudice d'anxiété lié à la dégradation de la santé. Avant que la Cour de cassation ne confirme ces décisions en associant au droit à la santé des salariés, l'obligation de sécurité de résultat (OSR) de l'employeur.

La justice pénale suit, en sanctionnant non plus seulement les accidents, mais les risques pris lorsque la vie d'autrui est mise en danger.

Autre dossier, celui du harcèlement moral, auquel l'OSR sera appliquée, obligation de précaution qui permettra au juge de suspendre une organisation de travail pathogène.

Entre l'intelligence stratégique des avocats et la disponibilité de certains magistrats, le dossier avance quoiqu'avec la lenteur de la justice, sur des voies juridictionnelles nombreuses, face à un climat dégradé dans lequel la régulation de l'inspection du travail elle-même est déstabilisée, voire, sujette à violences.

Les auteurs célèbrent des victimes, du combat, la mémoire. Mais c'est à la façon dont elles nous font participer à ses affres, ses succès, sa stratégie, qu'elles nous y mobilisent.

Michel Kaiser

Les transitions à la vie adulte des jeunes en difficulté. Concepts, figures et pratiques, par Martin Goyette, Annie Pontbriand et Céline Bellot (PU Québec, 2011, 321 p.)

Cet ouvrage collectif, né à la suite d'un colloque international sur le sujet des transitions à la vie

adulte des jeunes en difficultés, est structuré en trois parties. La première explore des concepts nécessaires pour comprendre ce passage vers la vie adulte. La deuxième partie explore plus précisément comment ces transitions s'opèrent dans des groupes particuliers de jeunes en difficultés. Pour illustrer les propos précédents et voir comment cette transition à la vie adulte est à l'œuvre sur le terrain, une dernière partie regroupe sept témoignages critiques sur des pratiques d'intervention ou des recherches abordant ce processus. Cette structuration autorise une lecture globale ou par article de l'ouvrage. Un autre point est à souligner, à savoir la dimension internationale de l'ouvrage. En effet, si des auteurs québécois y ont principalement contribué, et permettent donc de mieux comprendre la transition à la vie adulte au Québec, des auteurs français, espagnols et suisses ont aussi pu y collaborer. Ceci permet donc d'ajouter une dimension comparative sur la manière dont est vécu ce passage par ces jeunes adultes dans des contextes socio-politiques et culturels différents.

L'ouvrage montre clairement une évolution importante dans ce passage à la vie adulte, qui s'est modifié et complexifié. Il reste marqué par l'accès à l'autonomie, même si cette notion a fortement évolué, car les marqueurs habituels de ce passage (emploi, départ du logement parental, vie de couple) ne sont plus aussi clairs que par le passé. Cette autonomisation recherchée est devenue « un processus long fait de transitions marquées par des oscillations, qui font de ces jeunes des enfants et des adultes au même moment » (p. 310). Les jeunes en difficulté, qui vivent ce même processus, sont singulièrement confrontés à une injonction d'autonomie par les politiques sociales en place. Par ailleurs, ce passage apparaît d'autant plus difficile quand il concerne des jeunes ayant vécu une prise en charge institutionnelle.

En concluant sur la nécessité d'une autonomie porteuse de sens pour l'individu, les auteurs plaident pour la mise en place d'interventions auprès des jeunes en difficulté qui tiennent compte de cette notion afin de « soutenir davantage la construction de l'individu que sa performance inté-

grative» (p. 316). Cela ne peut qu'interroger nos pratiques et nos politiques sociales, dans lesquelles la notion de résultat quantifiable est toujours plus prégnante.

En résumé, un ouvrage complet qui offrira à toute personne intéressée par le sujet (étudiant, chercheur, professionnel...) des éléments de compréhension sur ce processus singulier et complexe du passage vers la vie adulte.

Norbert Guillotin

Le vieillissement des personnes handicapées mentales, par Gérard Zribi (dir.) (Presses de l'EHESP, 2012, 167 p.)

Cette troisième édition sous la direction de Gérard Zribi, regroupe plusieurs auteurs qui appuient leurs observations, par des apports théoriques et des recherches, autour du vieillissement des personnes en situation de handicap mental.

Le vieillissement en général, est une problématique sociétale et cet ouvrage interroge plus précisément celui des personnes handicapées mentales afin de proposer des réponses cohérentes selon les besoins.

Avec le vieillissement on repère souvent des changements dans leur quotidien, une apparition de besoins nouveaux ou accrus, une évolution des comportements... d'où l'importance du rythme à adapter à chacun en fonction de ses besoins et capacités.

Le vieillissement étant une notion inégale propre à l'apparition ou non de certaines pathologies, l'identification des besoins en accompagnement individuel est incontournable pour orienter les personnes vers la structure qui répondra le mieux à la formalisation de son projet de vie. Le projet de vie doit alors être basé sur le « bien vieillir », car vivre plus longtemps c'est bien, mais encore faut-il vivre dans de bonnes conditions.

Il faut par ailleurs être vigilant sur les effets qu'une réorientation peut avoir sur les personnes handicapées mentales vieillissantes.

En proposant alors un plateau technique où les compétences de chacun des professionnels soient mises au service de la personne, il est évident que

les structures s'adaptent en diversifiant leurs prestations, pour répondre avec efficacité aux besoins et attentes des personnes en situation de handicap mental vieillissantes.

Au fil des chapitres, les auteurs proposent un ouvrage très fouillé qui complète les précédentes éditions car « s'il était encore rare, il y a quelques dizaines d'années, de voir des personnes mentalement handicapées atteindre l'âge adulte, c'est aujourd'hui devenu la règle et nombreuses sont celles qui arrivent jusqu'au 3ème âge ».

Des politiques sociales au monde du travail, en passant par l'adaptation des lieux d'habitat et des accompagnements adaptés, pour mettre enfin l'accent sur le projet de vie, le vieillissement des personnes handicapées mentales est abordé dans sa globalité.

Blanche De Souza

Différence culturelle et souffrance de l'identité, par René Kaës (dir.) (Dunod, 2012, 258 p.)

La question de la différence culturelle est traitée dans cet ouvrage collectif par la formulation psychanalytique qui s'est inscrite dans le champ de l'anthropologie psychanalytique à partir des années 1930 lors des grands débats sur le culturalisme. C'est donc l'occasion pour les auteurs de souligner la révolution épistémologique et méthodologique apportée par G. Devereux qui a mis en évidence la complémentarité des deux points de vue sociologique et psychologique, tout en revendiquant chacune leur autonomie d'explication d'un même phénomène. C'est aussi aborder l'analyse du contre-transfert propre au chercheur : penser sa propre façon de penser l'autre par le moyen d'une confrontation à une autre discipline. Cette approche ethnopsychiatrique initiée par Devereux va traverser la plupart des travaux contemporains en France sur la différence culturelle et se retrouve également dans les articles de cet ouvrage.

La question de la rencontre entre des sujets de cultures différentes est donc abordée par un langage largement psychanalytique mais qui poursuit toujours un dialogue avec l'anthropolo-

gie pour une exploration conceptuelle et/ou clinique : les conflits inconscients, les souffrances de l'identité, les pathologies de l'altérité, les violences, la jouissance, la puissance, les peurs... qui s'expriment dans les dispositifs thérapeutiques (cure psychanalytique, pratique groupale transculturelle et interculturelle...) sont approchés par une conception interactive et dynamique des rapports entre psychisme et culture. Deux entités se construisent et se répondent, se fécondent dans un processus continu : une conception universaliste de notre psychisme humain dont la culture soutient le processus de structuration en introduisant le sujet à l'ordre de la différence. Plus précisément, les dimensions psychiques sont impliquées dans trois formes de différence constituées sur la base d'une opposition (Kaës) : la première étant l'opposition humain/non humain qui introduit à la distinction entre l'humain, l'animal, et les choses ; la seconde opposition est la différence des sexes et des générations qui introduit dans l'ordre du désir et du temps ; la troisième opposition s'organise sur la base des différences de l'appartenance sociale et culturelle. Les deux premières oppositions présentent un caractère biologique (interprété par chaque sujet et chaque culture) et construisent des catégorisations dont la transgression est de l'ordre du monstrueux et de l'incestueux. La troisième, bien que sans fondement biologique, tend aussi à se présenter sur le modèle des deux autres. La rencontre interculturelle met donc au travail ces dimensions psychiques multiples ; « l'autre culture » est celle qui met en tension le couple altérité/identité dans ce qu'il a à la fois de fascinant et d'inquiétant.

Mais il est aussi nécessaire de rappeler davantage l'importance des traumatismes réels issue de la violence sociale (régime autocratique, terrorisme d'Etat, génocide, misère économique) qui sont actuellement en jeu. Autrement dit, penser la rencontre entre un sujet et les circonstances de son histoire : considérer les changements accélérés d'une société post-moderne dans un contexte de migration internationale et de libéralisme économique, et qui s'expriment par ailleurs dans l'ensemble du champ social.

Pascale Faure

Les os, les cendres et l'Etat, par Arnaud Esquerre (Fayard, 2011, 329 p.)

Le sujet peut paraître à première vue étrange et déconcertant puisqu'il s'agit d'aborder socialement et politiquement ce qui constitue le devenir des « restes humains ». Cet ouvrage bat en brèche le dogme, établi depuis les années 70, du déni de la mort ou de son tabou dans nos sociétés modernes (cf. Ariès, Thomas).

À partir de ce point départ essentiel s'ouvre une réflexion anthropologique et historique sur ce qui ne constitue pas un « interdit symbolique » ou un « tabou », mais bien une véritable question juridique : l'appropriation exclusive des restes humains après un décès. Si depuis Michel Foucault nous savons que l'Etat impose des contraintes sur le corps des vivants, force est de constater qu'il en impose aussi sur celui des morts. La mort est vivante. Contrairement à toutes attentes les restes humains voyagent. Ils peuvent être enfouis, exhumés, inhumés à nouveau. De sorte que, les os, les cendres mais aussi les traces des disparus (écrits, les vêtements, les objets personnels, les photographies) se trouvent au centre de tensions et de forces pas seulement celles de « l'au-delà ». En effet, tous ces « restes » se trouvent plongés dans des champs d'attraction parfois contradictoires dans leurs finalités : intérêts de l'État, intérêts de l'Eglise et des familles.

La recherche d'Arnaud Esquerre montre les enjeux et aussi parfois les conflits entre l'Eglise et l'Etat pour s'approprier l'usage et le contrôle du devenir des restes humains. Si historiquement l'Etat ne s'est jamais autant soucié des restes humains, sans pour autant avoir porté le débat sur la place publique, c'est pour mieux prendre progressivement le contrôle du devenir des cadavres à son seul profit exclusif. Ainsi à partir des années 1970, avec un recours de plus en plus marqué pour la crémation, là encore, l'Etat va imposer son ordre. Il ne sera désormais plus possible de conserver à titre privé les restes d'un défunt ou d'en disperser ses cendres n'importe où.

L'Etat développe une politique dont la finalité est la privatisation des restes humains tout en élevant

le statut du cadavre au rang de personnes dignes d'un respect particulier. L'artifice et l'alibi d'un nécessaire travail de deuil pour les familles vont permettre d'imposer que tous les restes humains soient localisables sur un territoire identifié institutionnellement. De manière contiguë, va se poser la question de la « profanation ». Là encore il est possible de comprendre comment la puissance publique va imposer son contrôle absolu. Avant les années 1990 existait dans la loi la « violation de sépulture », c'est-à-dire toutes actions visant à dégrader une tombe. Après les années 1990 apparaît dans le droit la notion de « profanation » envers les morts. Réellement et symbolique l'Etat a capté une notion religieuse de la profanation - ne peut-être profané que ce qui est sacré, pour en offrir une version laïcisée de la violation. Mais la « profanation légale » est possible à travers l'« exhumation » pour des raisons d'enquête judiciaire (autopsie).

Enfin, l'auteur dans une dernière partie s'intéresse au cas de la médecine légale. Le « corps suspect » n'échappe pas à ces nouvelles problématiques d'une analyse scientifique de reste humain (dissection, imagerie médicale, l'analyse ADN, etc.). Cet ouvrage est une réflexion originale et de fond sur les rapports entre l'Etat et le corps.

Denis Fleurdorge

Revues

Résister et après ? (VST, n° 113, 2012)

Résister, un acte militant ou une façon de refuser le changement. Ce numéro de VST propose de réfléchir autour de la polysémie de ce verbe mis en relief par des textes tous plus imprégnés de l'atmosphère ambiante de notre société. L'introduction humaniste de Jean-François Gomez donne le ton de ce dossier en mettant en avant les notions de démocratie, de créativité, d'altruisme, d'engagement mises à mal dans le monde contemporain qui est le notre.

L'article de Christian Gallopin est particulièrement marquant : tout en balayant les différentes acceptions du mot « résistance », il nous pousse

à la réflexion sur le caractère résistant inhérent à toute vie humaine. « Résister, c'est demeurer debout », tout en s'appuyant sur l'étymologie *resistere, de stare : être debout*. Ainsi l'humain serait un être de résistance, dans tout ce que cela peut comporter de vie ou de survie, le poussant parfois à des actes terribles conditionnés par une société qui cherche à l'absorber, à l'annihiler.

C'est en effet la société qui est en filigrane de chacun de ces articles. Ce numéro de *VST* est à la fois un constat terrible sur le monde qui nous entoure et en même temps une bouffée d'air, une affirmation de l'humain. Que l'on lise cette revue en tant que citoyen ou en tant que professionnel, tous y trouveront du sens, un éclairage sur le vivre ensemble, sur le monde qui nous entoure. Une vraie lueur d'espoir.

Je ne résiste pas à vous recommander fortement la lecture de cet ouvrage édifiant...

Noémie Planque

Les Maisons d'enfants à caractère social. Entre histoire et mutations (*Empan*, n°85, 2012)

Le dossier de ce numéro d'*Empan*, consacré aux Maisons d'enfants à caractère social (MECS), aborde les évolutions de la prise en charge d'enfants confiés au titre de la protection de l'enfance, et vient questionner les pratiques actuelles.

En effet, les transformations du secteur social ont été particulièrement importantes ces dernières années. Citons en exemple de ces bouleversements les lois de 2002 et de 2007 : ce n'est plus l'enfant qui est au cœur de la prise en charge aujourd'hui, mais bien le jeune dans son environnement. Les immenses « orphelinats » basés sur la vie en collectivité et les placements à très long terme s'effacent pour laisser place à des petites structures de plus en plus spécialisées, ouvertes sur l'extérieur. La continuité du lien est fragilisée par la mise en place de roulements horaires (35 h.) et de veilleurs de nuit. La place des parents est revalorisée, et l'objectif d'un placement doit toujours être le retour en famille. Comment accompagner ces jeunes et leurs parents pour les aider à avancer ensemble ? Quels moyens donner aux institutions pour réaliser ce travail, souvent de longue haleine, et qui vient fréquemment se heurter aux dysfonctionnements ou absence de coopération des familles ?

Chaque article de ce numéro aborde cette thématique sous un angle différent, d'un point de vue historique, analytique ou éthique. La richesse des éléments contenus dans ces différents articles intéressera les travailleurs sociaux désireux de réfléchir à leurs pratiques institutionnelles, nous apportant des éléments objectifs de recul, ainsi que quelques idées de « bricolages créatifs » (Martial Chenut, p. 124) pour nous aider à dépasser les limites de nos institutions.

Sabrina Boulanger

2 avis sur... Des travaux préparatoires à la conférence de consensus sur la recherche dans le champ du travail social (*Forum*, n°135, 2012)

La restructuration des diplômes en travail social et leur articulation avec le système LMD (Licence-master-doctorat), la prise en compte ainsi que la mise en œuvre des politiques publiques, la VAE (Validation des acquis de l'expérience) marquent une évolution qui redéfinit les contextes et natures des interventions sociales et de leurs acteurs.

« Si la recherche en travail social existe et produit des connaissances sur le champ et à sa périphérie, il lui reste à devenir un élément incorporé à

la culture des professionnels ». Ce numéro reprend les travaux préparatoires à la conférence de consensus sur la « recherche en-dans-sur le travail social... », qui marque en 2012 une volonté partagée par différents acteurs d'avancer sur le sujet.

Les différents articles permettent de se poser les questions suivantes :

- Comment prendre en compte les savoirs professionnels dans la recherche et dans la formation des travailleurs sociaux ? Il semble nécessaire, en

amont, de s'interroger sur la notion de savoirs professionnels et au-delà de la question du travail social.

- Quels sont les espaces intermédiaires possibles entre recherche / formation / action, qui s'ouvrent à l'interdisciplinarité, la transdisciplinarité et la pluridisciplinarité au-delà des disciplines scientifiques constituées ?

- Quelle est la « valeur » de la recherche, dans tous les sens du terme ? En termes de marché, de valorisation de corps professionnels, mais aussi en matière de contribution aux finalités de l'action sociale, ce qui suppose de s'entendre sur lesdites finalités.

La recherche (chercheurs) associée à l'action (praticiens) permet une recherche-action qui crée un espace d'intervention dans lequel sont co-produits des savoirs (double herméneutique) : l'intervention sociale et la dimension de recherche doivent permettre au travail social et aux professionnels d'être reconnus à leur juste valeur.

Michèle Duchateau

Cette revue, de présentation austère, annonce un numéro « emblématique » puisqu'elle s'intéresse aux travaux préparatoires à la conférence de consensus sur la recherche en travail social. Composée de six articles et d'une rubrique de recension d'ouvrages (*Chercher, lire, voir, entendre...*). Deux pages présentent le projet de revue : « problématiser les rapports particuliers dans le champ social, entre la réflexion et l'action » lit-on. Et « interroger le sens des pratiques et la place du sujet ».

Dans son introduction, Alain Roquejoffre, rédacteur en chef de la revue incite « toutes les disciplines [...] à faire valoir leurs champs conceptuels et leur méthode ». Les six articles qui suivent, même s'ils ne sont pas dénués de possibles controverses ne montrent pas tout à fait cette intention. La tonalité générale est sociologisante, ce qui n'est pas fait pour nous surprendre. Pourtant on aurait aimé entendre sur le sujet traité, le point de vue de l'anthropologue, du psychologue et du clinicien par exemple

(pas seulement du psychanalyste), dont on sait qu'ils se posent les questions d'épistémologie et de méthode de façon fort différente. Plus encore, avoir recours à la sociologie n'est pas un péché, mais à notre avis, un préalable serait de définir de quelle sociologie on parle. Il en est de même de l'université ou du discours universitaire qui peut paraître ici bien idéalisé, ce qui est confirmé par l'article de Frederik Mispelbon Beyer sur le faux dilemme entre savoir professionnels et savoirs académiques. Comme le dit encore et fort justement Marcel Jaeger, « il est devenu urgent d'aller au-delà d'une conception de la recherche sur le travail social qui a autorisé les sociologues à se mettre en position de surplomb [...] ». Reste à appliquer ce programme alléchant, qui suppose à tout le moins un point de vue critique (dans tous les sens du terme) sur les évolutions évoquées (restructurations des diplômes, cursus Licence master doctorat, généralisations de la Validation des acquis de l'expérience) et bien sûr, le principe même des conférences de consensus qui semblent posés ici dans leur principe même, comme une affaire acquise, l'histoire de ces réformes semblant se limiter aux moments de leur application. On pourrait même avancer malicieusement, pour donner à cette revue cette lisibilité qu'elle recherche, en même temps « qu'un lien étroit avec le monde universitaire », qu'elle pourrait ouvrir ses rubriques au travail social et même aux pratiques sociales (qui sont loin d'être attachées en France à des qualifications de travailleurs sociaux). Il faudrait pour cela sortir des institutions de formations et de leur logique. Le chantier des questions concrètes serait ouvert, justifiant bien souvent de remettre en question sinon en jeu ses méthodologies de recherche ou en inventer d'autres. On aurait sans doute quelques surprises. Le travail social, comme nous l'ont montré Michel Chauvière et quelques autres, n'est-il pas dissimulé dans les failles et les interstices, là où l'on ne l'attend pas, le plus souvent ?

Jean-François Gomez

D'autres recensions sur notre site internet. Vous souhaitez participer aux recensions du Sociographe ? Contactez-nous pour recevoir chaque mois le listing des titres disponibles à recenser.